

# AMNESTY INTERNATIONAL PRESS RELEASE

AI Index: AFR 43/002/2007 (Public)  
News Service No: 184  
26 September 2007

## **Niger: Amnesty International demande la libération immédiate et inconditionnelle de Moussa Kaka**

Amnesty International appelle à la libération inconditionnelle et immédiate du journaliste nigérien, Moussa Kaka, que l'organisation considère comme un prisonnier d'opinion détenu uniquement en raison de ses activités en tant que journaliste.

Moussa Kaka, directeur de la station privée Radio Saraouniya et correspondant au Niger de Radio France Internationale (RFI) a été arrêté le 20 septembre 2007 et placé en garde à vue durant 72 heures avant d'être transféré à la prison civile de Niamey, sans avoir été présenté au parquet comme le stipule la loi et sans que le procureur lui notifie le motif de son incarcération.

Il a finalement été présenté, le 25 septembre 2007, devant un juge d'instruction qui l'a inculpé de « *complicité de complot contre l'autorité de l'État* » en raison de ses liens présumés avec le groupe d'opposition armé touareg, le Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ), créé en février 2007. La peine maximale pour un tel motif d'inculpation est la prison à vie.

Selon les informations recueillies par Amnesty International, les autorités reprochent à Moussa Kaka ses contacts téléphoniques avec les membres du MNJ.

« *Amnesty International considère que le fait de contacter et de donner la parole à toutes les parties à un conflit entre dans le cadre normal du travail d'un journaliste indépendant et ne peut en aucun cas constituer en soi une infraction* », précise aujourd'hui Erwin Van Der Borght, directeur du programme Afrique d'Amnesty International.

Moussa Kaka est depuis un certain temps la cible de harcèlements et de menaces de la part des autorités nigériennes pour avoir accompli son travail de journaliste de manière indépendante. C'est ainsi que ce journaliste a été publiquement menacé de mort, le 14 juillet 2007, par le chef d'état major des forces armées nigériennes (FAN), Moumouni Boureima.

Par ailleurs, d'autres organes de presse nigériens et internationaux ont été la cible d'atteintes à la liberté d'expression. C'est ainsi que, début juillet 2007, le bimensuel Aïr-Info a été suspendu pour trois mois et que, le 19 juillet 2007, la diffusion des émissions de Radio France internationale (RFI) ont été interdites. De plus, le Conseil supérieur de la communication (CSC) du Niger a interdit, le 31 août 2007, les débats en direct à la radio sur la situation dans la région d'Agadez.

« *Amnesty International craint que l'arrestation et l'inculpation de Moussa Kaka ne soit que la dernière manifestation de cette série d'intimidations contre la liberté de presse et ne révèle une volonté de museler la liberté d'expression* », précise aujourd'hui Erwin Van Der Borght.